

NOTE RAPIDE

DE L'INSTITUT D'AMÉNAGEMENT ET D'URBANISME - ÎLE-DE-FRANCE N° 795



Anaudo Bouissou/Terra

ÉCONOMIE

Décembre 2018 • www.lau-ldf.fr

L'INDUSTRIE FRANCILIENNE : DES MUTATIONS DE LONG TERME TOUJOURS À L'ŒUVRE

460 000

EMPLOIS DANS L'INDUSTRIE
FRANCILIENNE EN 2015

60 000

EMPLOIS INDUSTRIELS
PERDUS DEPUIS LA CRISE DE 2008

37%

LA PART DES CADRES ET PROFESSIONS
INTELLECTUELLES SUPÉRIEURES
DANS L'INDUSTRIE FRANCILIENNE

DEPUIS PLUSIEURS DÉCENNIES, L'INDUSTRIE FRANCILIENNE SUBIT DE FORTES MUTATIONS : UNE PERTE SIGNIFICATIVE D'EMPLOIS, DES ÉVOLUTIONS DANS LA HIÉRARCHIE DE SES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ, DANS SA GÉOGRAPHIE ET SES MODES DE PRODUCTION. DEPUIS LA CRISE DE 2008, L'INDUSTRIE FRANCILIENNE S'EST DAVANTAGE ORIENTÉE VERS DES ACTIVITÉS DE RECHERCHE ET S'ACCOMPAGNE D'UNE NETTE ÉLÉVATION DE LA QUALIFICATION DE SA MAIN-D'ŒUVRE. LES DONNÉES LES PLUS RÉCENTES LAISSENT ENTREVOIR UNE AMÉLIORATION DE LA SITUATION DE L'INDUSTRIE.

Fin 2015, l'industrie francilienne employait près de 460 000 personnes, soit 14,1 % de l'emploi industriel en France métropolitaine. C'est la deuxième région française en effectifs après la région Auvergne - Rhône-Alpes. Cependant, la part de l'industrie dans l'économie y est plutôt modérée : l'industrie représente 7,4 % de l'emploi total régional et 9,2 % de la valeur ajoutée (contre respectivement 12,2 % et 14,3 % en France métropolitaine).

Depuis près de 50 ans, comme dans l'ensemble de la France, l'industrie francilienne n'a cessé de perdre des emplois, sous l'effet conjugué de la concurrence internationale, des gains de productivité liés à l'automatisation des lignes de production, ainsi que de l'externalisation de certaines activités vers les services. La crise, débutée en 2008, a exacerbé ces tendances. Depuis cette date, l'Île-de-France a perdu 60 000 emplois industriels, soit une baisse de 12 % (un point de plus que le niveau national) alors que les emplois ont augmenté de 1,9 % dans les autres secteurs. Cette diminution s'est accompagnée d'une profonde mutation du secteur.

UN RENFORCEMENT DES SPÉCIFICITÉS SECTORIELLES INDUSTRIELLES

Depuis 2008, la baisse des effectifs va de pair avec un recentrage autour de cinq secteurs, renforçant ainsi les spécificités sectorielles de l'industrie francilienne (figure 1). Parmi eux, deux secteurs liés au fonctionnement de la région ont vu leurs effectifs progresser : la production et la distribution d'électricité et d'eau. Ceci a eu pour conséquence un net renforcement de leur poids dans l'industrie régionale (respectivement 2,2 points et 1,3 point). La production d'énergie devient ainsi le deuxième secteur industriel francilien (en effectifs) passant devant la fabrication de produits informatiques.



Trois autres secteurs ont mieux résisté que la moyenne de l'industrie régionale, tout en perdant des emplois. Leur poids s'est également accru dans l'industrie régionale : il s'agit de la fabrication de matériel de transport (+ 0,9 point) qui reste une activité dominante dans la région, de la réparation et l'installation d'autres machines (+ 0,8 point) et les industries agroalimentaires (+ 0,5 point). En revanche, l'industrie pharmaceutique, qui constitue une autre activité spécifique à la région, occupe depuis 2008 une place moins importante dans l'emploi industriel régional.

LA CRISE A FORTEMENT AFFECTÉ LES PETITS ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

La crise a également eu des effets sur la taille des établissements. Certes, entre 2008 et 2015, le nombre d'établissements industriels franciliens n'a que très légèrement diminué (- 1,2 %) grâce à la forte augmentation de la part des établissements non employeurs (+ 10,5 points), liée en grande partie à la mise en place du statut d'autoentrepreneur en 2009. Ce statut a été particulièrement prisé dans certains secteurs industriels, tels que l'habillement et le textile, mais aussi dans le papier-imprimerie, la réparation et l'installation de machines et d'équipements.

La part des établissements employeurs a fortement baissé, surtout parmi ceux de moins de 10 salariés (- 7,5 points). En revanche, la taille moyenne des établissements employeurs s'est accrue sur cette période, passant de 27,4 salariés à 31,5 salariés.

UN DESSERREMENT DE L'EMPLOI

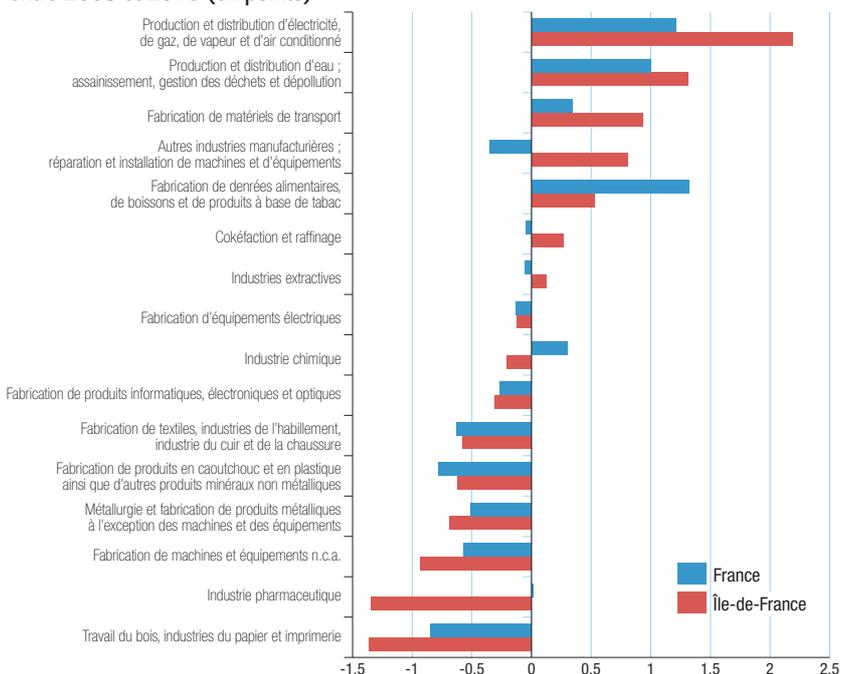
Avec la crise, le desserrement de la géographie des emplois industriels, à l'œuvre depuis 50 ans, se poursuit. Le poids de Paris dans l'industrie francilienne

continue de reculer (- 7,3 points depuis 1989 et - 2,3 points depuis 2008) du fait de transferts de sièges ou d'implantations de nouvelles entreprises en dehors de la capitale, là où les réserves foncières sont plus importantes et les loyers moins élevés. À l'inverse, l'emploi industriel se renforce en petite couronne (+ 1,2 point), comme en grande couronne (+ 1,1 point).

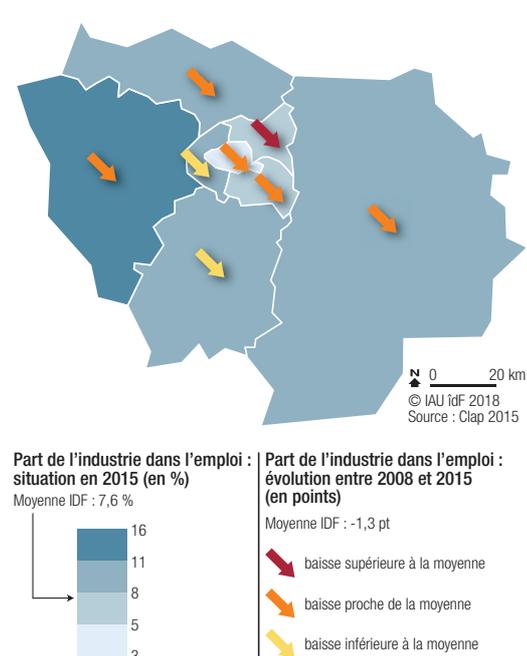
Malgré ces mouvements, les emplois industriels restent majoritaires en volume au cœur de l'agglomération (Paris et départements limitrophes) : ils représentent 53,5 % du total régional. Les départements franciliens les mieux dotés en emplois industriels sont les Hauts-de-Seine (96 000), les Yvelines (76 000), puis Paris (53 000). La part de l'emploi industriel dans l'emploi salarié s'élève à 7,4 % dans la région, mais est deux fois plus importante dans les Yvelines (15,4 %), devant la Seine-et-Marne (10,9 %) (figure 2). C'est à Paris que la part de l'industrie dans l'économie est la plus faible (3,2 %).

Paris continue toutefois de se spécialiser, comme la Seine-Saint-Denis, dans les industries du textile et du cuir (deux tiers des emplois régionaux de ce secteur) en ayant recours fréquemment à la sous-traitance. C'est la seule spécificité parisienne avec la gestion de l'eau et des déchets. La petite couronne est davantage orientée vers les activités pharmaceutiques, en particulier les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne. En grande couronne, l'industrie est davantage structurée autour d'activités lourdes et consommatrices d'espace. En Seine-et-Marne, il s'agit des industries extractives (notamment la raffinerie de Grandpuits), de la métallurgie et des industries agroalimentaires. Le département des Yvelines conforte, quant à lui, sa première place dans la fabrication de matériels de transport, principalement l'industrie automobile

1 : Évolution de la répartition des salariés dans l'industrie par secteur d'activité (NAF 38) entre 2008 et 2015 (en points)



2 : Part de l'industrie dans l'emploi par département



et l'aéronautique, ainsi que l'électronique et la fabrication d'autres machines. Du fait d'une spécialisation accrue dans les industries électroniques, l'Essonne devient le premier département francilien en nombre d'emplois pour ce type d'activité. Enfin, dans le Val-d'Oise, le tissu industriel est plus diversifié, mais les industries de la métallurgie et du plastique ressortent largement.

UNE TRANSFORMATION DU PROCESSUS DE PRODUCTION

Au-delà de ces mutations sectorielles et géographiques, l'industrie connaît, dans la région comme ailleurs, une automatisation accrue des lignes de production. Ces nouveaux modes de production affectent la structure des emplois, les compétences recherchées, mais également la structure capitaliste des entreprises industrielles. Ainsi, au niveau national, la production de l'industrie manufacturière diminue de 6,6 % en volume entre 2008 et 2015 tandis que l'emploi industriel salarié recule deux fois plus vite (- 12,6%). Sur cette même période, la valeur ajoutée a augmenté de 2,6% (en volume).

Ces mutations traduisent un renforcement du capital dans les facteurs de production, ainsi qu'une augmentation de la productivité apparente du travail (de l'ordre de 2 % par an sur les dix dernières années). Elles sont également perceptibles en Île-de-France, où les fonctions de conception-recherche continuent de se développer au détriment de la fabrication. Ainsi, dans la région, entre 2009 et 2015, la valeur ajoutée de l'industrie s'est accrue de 20 %, passant de 46 à 55 milliards d'euros.

Par ailleurs, la structure des emplois s'est modifiée au profit d'une élévation des qualifications dans les métiers industriels.

PRÉDOMINANCE DES EMPLOIS DE CADRES DANS L'INDUSTRIE FRANCIENNE

En France, les ouvriers représentent la moitié des effectifs industriels, en lien avec la fonction plus productive de l'industrie, et les cadres 17 %.

Dans l'industrie francilienne, au contraire, les cadres et professions intellectuelles supérieures représentent les plus gros effectifs, avec 157 000 emplois salariés (37,5% des emplois salariés industriels), devant les ouvriers (119 000 emplois) et les professions intermédiaires (103 000 emplois) (figure 3). La part des cadres dans l'industrie dépasse largement celle observée dans l'ensemble de l'économie (28,5%). Cette surreprésentation est en partie liée à la forte présence des activités de siège - notamment dans le quartier de La Défense et dans l'ouest parisien - et des activités de recherche des entreprises industrielles.

Entre 2008 et 2015, la qualification de la main-d'œuvre du secteur industriel s'est accrue en Île-de-France, traduisant un amoindrissement des tâches productives au profit de tâches d'encadrement, de conception et de recherche. L'industrie automobile illustre ce phénomène avec un renforcement

des activités dans les centres de recherche des constructeurs automobiles (Vélizy et Guyancourt) et un repli des activités de production (fermeture d'une unité de production à Aulnay-sous-Bois).

La part des cadres dans l'industrie a progressé de près de 6 points (contre + 3 points au niveau national), en particulier celle des ingénieurs et des cadres techniques. À l'inverse, la part des emplois des professions intermédiaires a diminué, surtout pour les professions administratives (- 4 points), tout comme celle des ouvriers, en particulier non qualifiés (- 2 points).

L'emploi des cadres progresse et se féminise

En 2015, les femmes restent nettement sous-représentées dans l'industrie francilienne : elles représentent à peine un tiers des effectifs (31 %). Cette proportion atteint 28 % au niveau national. La part des femmes est stable depuis 2008, mais en léger recul depuis 1994. Elles sont cependant proportionnellement plus présentes dans les secteurs de l'agroalimentaire, mais surtout du textile, de la pharmacie et de la chimie, dans lesquels elles sont majoritaires.

Le nombre d'emplois féminins a reculé depuis 2008 parmi les professions intermédiaires, les employés et les ouvriers dans des proportions plus importantes que pour l'emploi masculin. Toutefois, la part des femmes a progressé chez les cadres (+ 3,4 points). L'augmentation du nombre de cadres de l'industrie francilienne est même essentiellement portée par les femmes (+ 9 points pour les femmes, contre + 4 points pour les hommes).

Des effectifs vieillissants dans l'industrie

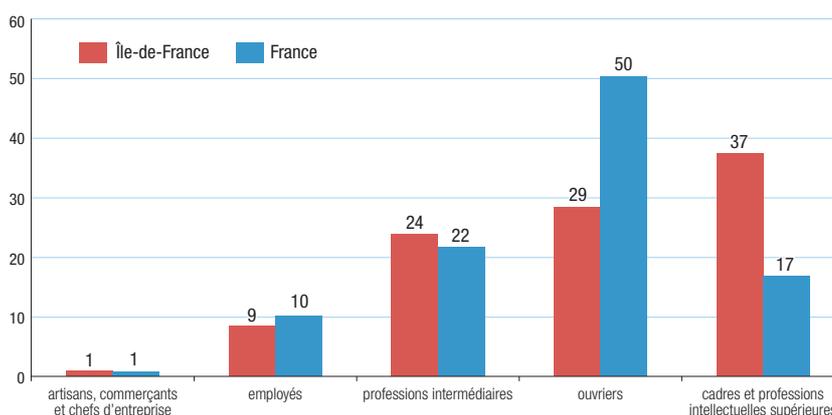
Les effectifs industriels continuent de vieillir, avec une part des 55 ans ou plus qui représente près de 18 % des salariés de l'industrie (+ 4 points depuis 2009), soit 2 points de plus que pour l'ensemble des secteurs économiques. Les salariés âgés de 25 à 54 ans représentent les trois quarts des effectifs, et leur part recule de 4 points. La part des plus jeunes (15-24 ans) est stable à 6 %, alors qu'elle représente 8 % dans l'ensemble de la population active occupée. Ce constat pose la question de l'attractivité des métiers de l'industrie pour les plus jeunes et de la formation continue pour les plus anciens.

DÉSINDUSTRIALISATION EN ÎLE-DE-FRANCE

Depuis les années 1970, la désindustrialisation est à l'œuvre sur le territoire francilien, comme au niveau national. Elle s'explique par le déclin de l'industrie traditionnelle, amorcé avant même le choc pétrolier et qui s'est accéléré depuis, mais aussi par la tertiarisation rapide de l'économie par l'externalisation de certaines activités. Cette évolution s'est accompagnée d'une recomposition et d'un redéploiement des activités sur le territoire francilien.

Auparavant, les sites industriels étaient souvent implantés de façon spontanée tout en étant proches des bassins d'emploi. Au fil des ans, les anciennes zones industrielles ouvrières de banlieue, parfois polluantes, ont laissé place à des centres d'affaires ou directionnels, mieux intégrés au tissu urbain, à l'image du quartier de La Défense, de la Plaine Saint-Denis ou de l'île Séguin. Les industries traditionnelles de production, majoritaires en proche banlieue, ont quasiment disparu au profit d'activités plus orientées vers la recherche, la conception, la gestion, le commerce... davantage disséminées en grande couronne. Les politiques d'aménagement du territoire restreignent fortement les implantations de sites industriels à Paris, encourageant les installations à proximité des villes nouvelles, des aéroports ou des sites dédiés à la R&D, tels que Paris Saclay. Le coût du foncier y est moins élevé avec un bon maillage des infrastructures de transport.

3 : Répartition des emplois industriels par catégorie socioprofessionnelle (en %)



UNE REPRISE ÉCONOMIQUE EN 2017 POUR LES PME INDUSTRIELLES FRANCILIENNES

En 2017, la conjoncture semble s'améliorer légèrement dans la région, comme en France. Cette embellie se traduit par une stabilisation de l'emploi, qui reste à confirmer.

Sur le champ restreint des PME franciliennes (un cinquième des emplois franciliens de l'industrie), le chiffre d'affaires progresse de 4,1 % en 2017 (source FIBEN Banque de France) après une relative atonie en 2016 (+ 1,4 %). En France, l'activité industrielle suit la même tendance (+ 2,6 % en 2016 puis + 4,7 % en 2017).

En Île-de-France, le chiffre d'affaires de l'industrie agricole et alimentaire francilienne progresse à un rythme soutenu d'environ 4 % ces dernières années, rythme récemment atteint dans le secteur des autres produits industriels, qui a, pour sa part, connu une reprise marquée en 2017.

Le secteur de l'énergie, la gestion de l'eau, la collecte et le traitement des déchets est particulièrement dynamique, avec un chiffre d'affaires en progression de près de 10 % en 2017.

Comme dans l'ensemble de la France, la croissance de l'activité a entraîné celle de la valeur ajoutée, toutefois dans une moindre mesure compte tenu d'une progression des consommations intermédiaires plus importante que celle du chiffre d'affaires.

Par ailleurs, les recrutements semblent suivre la croissance. Les embauches dans les PME industrielles franciliennes sont orientées à la hausse en 2017 (+ 2,3 %), surtout dans la fabrication de denrées alimentaires, dans l'énergie, l'eau et les déchets. De plus, le recours au personnel extérieur (intérim) s'intensifie sensiblement (+ 15 %). Cette tendance s'observe dans tous les secteurs, hormis dans la fabrication de matériels de transport.

Des investissements à la hausse et un taux de marge orienté à la baisse

Dans un contexte économique plus favorable, les PME industrielles franciliennes ont relancé leurs investissements, en hausse de 4,5 % en 2017, notamment dans l'industrie manufacturière. Le taux d'investissement d'exploitation reste stable depuis 2016 (13,4 %) du fait de la hausse de la valeur ajoutée. Il s'inscrit néanmoins en retrait de près de 2 points par rapport au niveau national.

Le taux de marge baisse de 1,25 point entre 2015 et 2017 en Île-de-France, alors qu'il augmente de 0,7 point au niveau national. Ce recul reflète ainsi une hausse de la masse salariale à un rythme plus élevé que celui de la valeur ajoutée, confortant la part de la richesse attribuée aux salariés.

Les fonds propres des PME industrielles franciliennes paraissent stabilisés juste au-dessus de 42 % du total des ressources, à un demi-point au-dessus de la moyenne nationale.

En Île-de-France, l'endettement financier évolue peu en 2017, mais reste plus important qu'au niveau national (deux tiers des capitaux propres contre un peu plus de la moitié).

En Île-de-France, la proportion d'entreprises industrielles indépendantes est plus faible qu'au niveau national. Leur endettement financier évolue peu en 2017, mais reste plus important (deux tiers des capitaux propres) qu'au niveau national (un peu plus de la moitié). Néanmoins, la charge financière diminue, à la faveur notamment de la baisse des taux d'intérêts.

Néanmoins, la charge financière diminue, en raison notamment de la baisse des taux d'intérêt. L'industrie francilienne a traversé la crise en poursuivant sa transformation. Des signes encourageants se dessinent en 2017, sont-ils annonciateurs d'une amélioration durable ? ■

Joseph Chevrot, Insee Île-de-France;

Yves Burfin, Centre régional d'observation du commerce de l'industrie et des services (Crocis) de la CCI Paris Île-de-France;

Thierry Petit, économiste, département Économie (Vincent Gollain, directeur);

Danièle Koubi, Banque de France Île-de-France;

Louis-Marie Harpedanne De Belleville, Banque de France

RESSOURCES

- Graignon M., « La croissance de l'activité des PME françaises se consolide en 2017 », *Le Bulletin de la Banque de France*, n° 218/4, juillet-août 2018.
- Laurent J., « L'industrie manufacturière en 2017 - Des créations d'emploi malgré une croissance en demi-teinte », *Insee Première*, n° 1706, juillet 2018.
- Petit Th., *Les lieux de l'industrie en Île-de-France, une industrie sous contrainte mais attachée à son territoire*, IAU îdF, février 2016.
- Abdelmalek S., Berthelot J.-W., Burfin Y., « L'emploi salarié francilien dans l'industrie divisé par deux en 20 ans », *Insee Île-de-France à la page*, n° 402, janvier 2013.

CHAMP ET SOURCES

- L'étude porte sur le champ des entreprises mono-, quasi- et majoritairement régionales du secteur de l'industrie. Y sont étudiés les emplois de tous les secteurs de l'industrie hors artisanat commercial, soit les secteurs C1 à C5 et DE au niveau A17 de la nomenclature d'activité française (NAF).
- Pour les perspectives conjoncturelles, c'est la notion de PME qui a été retenue. Les PME sont des entreprises ayant moins de 250 salariés et un chiffre d'affaires annuel de moins de 50 millions d'euros.
- Connaissance locale de l'appareil productif (Clap) produit des statistiques localisées au lieu de travail sur l'emploi salarié et les rémunérations.
- Estimations d'emplois localisées, Estel, est une synthèse de sources administratives (DADS, fichiers d'emploi public, déclaration des particuliers employeurs, MSA) mises en cohérence. Elle permet d'obtenir des chiffres d'emploi (salariés et non salariés) selon les concepts stables dans le temps à un niveau géographique agrégé selon une nomenclature fine. Cette source a été mobilisée pour fournir les données de cadrage.
- Les données FIBEN sont produites par la Banque de France. Elles concernent notamment les comptes sociaux qui sont collectés via les succursales de la Banque de France. La collecte couvre toutes les entreprises dont le chiffre d'affaires excède 750 000 euros.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Fouad Awada

DIRECTRICE DE LA COMMUNICATION

Sophie Roquelle

REDACTION EN CHEF

Isabelle Barazza

MAQUETTE

Jean-Eudes Tilloy

INFOGRAPHIE/CARTOGRAPHIE

Pascale Guéry

MÉDIATHÈQUE/PHOTOTHÈQUE

Claire Galopin, Julie Sarris

FABRICATION

Sylvie Coulomb

RELATIONS PRESSE

Sandrine Kocki

sandrine.kocki@iau-idf.fr

IAU île-de-France

15, rue Falguière
75740 Paris Cedex 15
01 77 49 77 49

ISSN 1967-2144

ISSN ressource en ligne
2267-4071



www.iau-idf.fr



INSTITUT
D'AMÉNAGEMENT
ET D'URBANISME

îledeFrance